



AUGUST
23 ▶ 25
2012

LOUVAIN-LA-NEUVE

Vers un monde durable et solidaire

Le Forum **ONE PEOPLE ONE PLANET 2012**

Les conclusions du forum



Think and act differently.

Table des matières

▶ LES IDÉES FORCES DU FORUM	3
▶ RAPPEL DU PROGRAMME DU FORUM	7
▶ INTRODUCTION	8
▶ LA CONFÉRENCE D'OUVERTURE	9
« Homo consumens » Les origines culturelles de la consommation sans fin	
▶ LE SÉMINAIRE	12
Rappel de la démarche	12
Les ateliers du séminaire	12
Atelier 1 : citoyens	12
Atelier 2 : entreprises	18
Atelier 3 : gouvernants	21
▶ L'AGORA	26
Rappel de la démarche	26
La synthèse de l'Agora	27
Formation pour tous les milieux et tous les ages	27
Entreprises : l'abolue nécessité d'un changement de paradigme	29
L'inter-culturel	31
Nécessité de l'engagement et de nouvelles structures d'associations : réseaux, cercles, spirales, ...	34
Information : connaitre (engagement) les médias pour arriver au questionnement critique	35
▶ PANEL DE CLÔTURE ET CONCLUSION	36
Le panel	36
Conclusion	39

Maison du Développement Durable
Place Agora 2, 1348 Louvain-la-Neuve
<http://www.maisondd.be>

Rédaction : Alain Tihon et Catherine Bruyère
Graphisme et mise en page : AFD

Les idées forces du forum

La présente synthèse du travail accompli durant le Forum ne contient ni liste de changements à opérer, ni recettes ou réponses précises à la question posée par le Forum. Par contre, vous y trouverez des pistes de recherche, des propositions et surtout les interpellations et les exigences que les participants, conférencier et membres du panel s'adressent tant à eux-mêmes que mutuellement, tantôt comme citoyens, tantôt comme entrepreneurs, tantôt comme gouvernants.

Commençons par tracer à grands traits le déroulement du Forum dans son contenu avant d'aborder la synthèse des débats.

Dans sa conférence d'ouverture, « Homo consumens », Olivier De Schutter nous a aidés à comprendre les composantes culturelles du capitalisme libéral qui finirent par nous enfermer dans les cages miroir d'une production et d'une consommation sans fin. Il a également ouvert des voies qui permettraient d'en sortir. Le Forum a ensuite travaillé sur la question des changements culturels. Les travaux ont globalement manifesté le besoin de casser le carcan des totalitarismes du profit, de la croissance, du marché et de l'exaltation de l'individualisme qui sont occupés à nous détruire. Le panel de clôture a conclu dans le même sens, insistant sur l'urgence de réaliser la transition. Nous sommes assis sur deux bombes a souligné Philippe Lamberts : celle des limites physiques de la planète et celle des inégalités. Et on ne fera pas l'économie du changement par le haut. Philippe Maysdadt a lancé diverses pistes de réflexions à mener concernant la nécessité de recherches pour aboutir à une autre macroéconomie, celle de disposer d'outils de gestion opérationnels différents de ceux qu'on utilise actuellement, tant pour les entreprises que les pouvoirs publics et celle de nourrir la démocratie représentative.

Durant ces 2 jours de débats, à travers les cheminements différents de l'Agora et du Séminaire, les acteurs du Forum ont fait naître trois ensembles de propositions capables de générer les changements attendus dans les trois domaines proposés à leurs réflexions.

Le premier concerne **la résurgence de la citoyenneté**. Quels que soient les fonctions ou rôles que nous occupons, nous sommes des citoyens, çàd des femmes et des hommes capables de débattre, conscients de leur individualité mais aussi qu'ils n'existent que par et avec les autres et qu'il nous faut donc casser l'enfermement de l'individualisme. Cette

Avertissement

Ce document demande, amis lecteurs, que vous l'abordiez l'esprit ouvert, libre des contraintes liées à votre rôle et aux fonctions que vous exercez, prêts à explorer les terres encore largement inconnues des rapports nouveaux avec la nature, l'économie et la société, à rêver à des choses qui ne sont pas en vous demandant « pourquoi pas ? ».

Par ailleurs les travaux du Forum furent très riches et il n'était pas possible d'en rendre toutes les nuances dans la présente synthèse. Nous vous renvoyons au site pour les différents comptes rendus. <http://www.onepeople-oneplanet.be>

Quels sont les changements culturels individuels et collectifs nécessaires pour changer nos rapports à la nature, l'économie et la société?



Alain Tihon et Alain Dangoisse
du Comité de Gestion du Forum

résurgence exige que chacun s'engage, où qu'il soit et selon ses capacités, dans l'action démocratique et dans la prise en charge commune de ses environnements de vie et, pour ce faire, soit prêt à explorer collectivement de nouvelles formes d'association et de fonctionnement (en réseaux, en spirales, en cercles, en s'inspirant de la nature, ...). Elle demande également de s'informer et de s'investir dans l'analyse et la compréhension des systèmes sociétaux. Elle requiert donc l'intelligence des médias - car il n'y a pas d'information sans esprit critique - et la volonté d'apprendre, de se former durant sa vie entière. Si les acteurs du Forum sont exigeants vis à vis d'eux mêmes, c'est que, d'abord, ces demandes ne sont pas déraisonnables au vu des nombreux témoignages

recueillis durant ces journées, et qu'ensuite et surtout, les participants expriment la volonté que tous soient traités en tant que citoyens et non rangés dans des cases comme consommateurs, clients, électeurs, travailleurs, entrepreneurs ... En d'autres termes, toutes et tous, nous sommes des partenaires pour les autres acteurs de la société et prêts à nous engager vis à vis de ceux d'entre eux qui nous reconnaissent comme tels.

Le second ensemble de propositions concerne **une manière d'entreprendre radicalement différente**. Elle est d'ailleurs en train d'émerger avec l'importance grandissante de ce qu'il est convenu d'appeler la responsabilité sociétale des entreprises (RSE)¹. L'entreprise nouvelle, quelque soit son secteur d'activité (production, services, finance, ...), se caractérise essentiellement par le fait que, d'une part, elle est **insérée dans la société et à son service** et non l'inverse et que, d'autre part, le profit devient un **moyen** et non une **fin**. Elle se caractérise notamment par² :

1. La mission & les objectifs de l'entreprise :
 - a assurer une contribution sociale et environnementale positive, plutôt que la maximisation du profit
 - b permettre l'accomplissement de chacun au travail
 - c contribuer à l'équilibre éco-systémique et payer le « prix » juste pour les ressources utilisées
 - d vendre des produits/services ne créant pas de dépendance
2. Le développement d'un nouveau leadership :
 - a imprégné des enjeux sociétaux et incarnant les valeurs du développement durable
 - b créateur d'un environnement de travail favorisant le soin et respect de l'équivalence de chacun de même que l'autonomie et la créativité
3. Le partage du pouvoir, l'autonomie et la liberté
 - a former et sensibiliser le personnel aux triples enjeux (nature, économie, société)
 - b participation du personnel à l'actionnariat et à la prise de décisions stratégiques
 - c Instaurer les méthodes de Sociocratie/Holocratie³

1. RSE est employé ici pour désigner une entreprise réellement soucieuse de ses responsabilités sociétales.

2. L'atelier 2 du Séminaire donne une synthèse de cette entreprise nouvelle. Nous en reprenons ici les points significatifs en cohérence avec ceux qui ont émergé de la plénière Agora/Séminaire

3. La **sociocratie** est un mode de prise de décision et de gouvernance qui permet à une organisation, quelle que soit sa taille — d'une famille à un pays, de se comporter comme un organisme vivant, de s'auto-organiser. L'objectif premier est de développer la co-responsabilisation des acteurs et de mettre le pouvoir de l'intelligence collective au service du succès de l'organisation (source Wikipédia).

L'**holocratie** est une pratique pour les organisations qui recherchent davantage d'efficacité et d'agilité dans leurs structures de base telles que les réunions, les processus de décision et leur organisation (source : Integral Vision - <http://www.integralvision.fr/methodes-integrales/holocratie-gouverance/Holocratie.html>).

4. La co-création avec toutes les parties prenantes
 - a stimuler le dialogue entre la société civile – entreprises
 - b sensibiliser aux enjeux sociétaux et environnementaux
 - c établir des partenariats avec des social businesses, ONG,... pour développer de nouveaux « business models »
 - d informer les parties prenantes en étant honnête, en poursuivant le bien commun tracer et expliciter les processus de production auprès du public

Une telle entreprise traite ses parties prenantes en citoyens mais elle attend d'eux la reconnaissance critique de ce qu'elle est et accompli. Par ailleurs, elle exige de pouvoir exercer ses activités dans un cadre normatif et légal qui lui permette de se développer normalement, ce qui nous amène au troisième ensemble de propositions.

Ce troisième ensemble concerne **les gouvernants**. Devant les exigences citoyennes et entrepreneuriales, les participants ont également affirmé l'urgence de changer les « règles du jeu » du fonctionnement actuel de nos sociétés. Il nous faut une gouvernance à tous les niveaux (local, régional national, international) ¹ :

- ▶ qui soit dédiée au « bien commun » et aux équilibres eco-systémiques
- ▶ qui inscrive ses actions dans la durée
- ▶ qui soit au service de tous les acteurs dans ses institutions et son administration
- ▶ qui soit au dessus des idéologies, des intérêts particuliers et arbitre les différences en fonction du bien commun
- ▶ qui offre un cadre, des lieux, des normes, ... dont les acteurs puissent s'approprier pour réaliser leurs projets.
- ▶ qui soit flexible dans leur élaboration, leur mise en place et leur fonctionnement
- ▶ qui soit intransigeante dans la défense des normes affectant les « biens communs »

Les priorités de cette « autre » gouvernance concernent d'abord la promotion et l'aide à la création de lieux de démocratie participative pour développer la formation à l'esprit critique, l'engagement éthique, la faculté de discussion, d'argumentation, de jugement et d'arbitrage depuis l'école et durant la vie adulte et enrichir ainsi la démocratie participative.

Une seconde priorité consiste à promouvoir les comportements et les choix « soutenables » sur les plans individuels et collectifs de même que la création d'entreprises de proximité dont les objectifs tiennent compte des enjeux sociétaux et environnementaux. Il convient dès lors de réfréner tous les comportements non « soutenables » en internalisant dans les prix des biens et des services les coûts sociaux et environnementaux de leurs modes de production, de commercialisation et de distribution.

La troisième priorité a une dimension tant locale que globale. Elle concerne

1. L'atelier 3 du Séminaire donne une synthèse de cette autre gouvernance. Nous en reprenons ici les points significatifs en cohérence avec ceux qui ont émergé de la plénière Agora/Séminaire

Les trois idées forces du Forum

- ▶ une citoyenneté engagée et responsable
- ▶ une entreprise insérée dans la société
- ▶ une nouvelle gouvernance

la nécessité de régulations strictes tant pour l'ensemble des pratiques financières et fiscales actuelles que pour l'exploitation des ressources naturelles sur l'ensemble de la planète. Ce dernier point demande une revalorisation du concept de « biens communs », en vue notamment de donner priorité aux populations locales pour l'accès à ces ressources. A ce propos, la nécessité d'une « dé-marchandisation » de la terre et de l'alimentation s'est faite jour à travers les nombreux débats du Forum. L'accent fut mis sur la valeur d'usage de ces biens plutôt que sur leur valeur d'échange.

Enfin, régulation et dé-marchandisation exigent que nous quittions de manière radicale la philosophie néolibérale qui régit aujourd'hui l'ensemble de la société, sur base de la conviction que c'est « le marché », considéré comme une main invisible et infallible, qui doit régir le fonctionnement de la société dans tous les domaines.

On aura compris que ces trois ensembles de propositions sont interdépendants : la résurgence de la citoyenneté, l'entreprise nouvelle et l'autre gouvernance ont besoin l'une de l'autre. Elles pourront ainsi se renforcer mutuellement et produire la dynamique des changements indispensables à une terre vivante et harmonieuse.

Laurent Ledoux (Philosophie et Management) et l'équipe d'accueil du Forum



Rappel du programme du forum

JEUDI 23 AOÛT		
17.00	Ouverture des expositions * (salle de lecture)	
19.00	Introduction au Forum (salle de lecture) Jean-luc Roland, Bourgemestre OLLN et Bruno Delvaux, Recteur de l'UCL	
20.00	Conférence d'ouverture (Sces 2)	
VENDREDI 24 AOÛT		
	AGORA	SEMINAIRE
09.00	Accueil (Hall des sciences)	
09.30	Introduction au Forum (Salmigondis)	Introduction au Forum (Mercator)
10.00	Plénière (Salmigondis)	Ateliers (Mercator)
10.45	Ateliers (Pierre Curie et Salmigondis)	
12.30	LUNCH (Salle de lecture)	
14.00	Ateliers (Pierre Curie et Salmigondis)	Ateliers (Mercator)
15.45	Plénière (Salmigondis)	
17.00	Séance plénière (Salmigondis)	
18.00	EN CAS (Salle de lecture)	
19.00	Spectacle « <i>Credo, ma non troppo</i> » chanté « a capella » (Salmigondis)	
SAMEDI 25 AOÛT		
	AGORA	SEMINAIRE
09.00	Accueil (Hall des sciences)	
09.30	Plénière (Salmigondis)	Ateliers (Mercator)
10.15	Ateliers (Pierre Curie et Salmigondis)	
12.30	LUNCH (Salle de lecture)	
14.00	Reprise des ateliers (Pierre Curie et Salmigondis)	Ateliers (Mercator)
15.45	Auberge espagnole de desserts	
16.30	Plénière (Salmigondis)	
17.00	Séance plénière (Salmigondis)	
18.30	Panel de clôture (Sces 2)	

* les expositions sont accessibles pendant les 3 jours

Introduction

Le Forum s'est ouvert par l'inauguration des expositions.

Alain Tihon, animateur du Comité de Gestion du Forum, a commencé par rappeler la question clé du Forum : quels sont les changements individuels et collectifs nécessaires pour changer nos rapports à la nature, à l'économie, à la société ?

Jean-Luc Roland, Bourgmestre d'Ottignies Louvain-la-Neuve a ensuite accueilli les participants et introduit le Forum.

Bruno Delvaux, Recteur de l'Université Catholique de Louvain, a conclu cette séance d'ouverture en soulignant trois champs d'action et de recherche auxquels est confrontée l'Université. Il s'agit d'abord de transformer l'éducation. Le projet est d'éduquer, engager, donner pouvoir et volonté à la prochaine génération pour construire des solutions pertinentes. Il convient ensuite de piloter un partenariat de recherche collaboratif international afin d'établir le design, d'inventer et tester, de déployer des solutions pour adresser le challenge d'une soutenabilité globale. Enfin, le troisième champs d'action concerne l'implémentation articulée de la profondeur disciplinaire à l'éventail transdisciplinaire en matière de recherche et d'éducation connectant sciences, engineering, mathématiques, sciences sociales, sciences de la santé, art et humanisme au service de multiples sociétés.

Alain Tihon, Bruno Delvaux et
Jean-Luc Roland



La conférence d'ouverture

« HOMO CONSUMENS » LES ORIGINES CULTURELLES DE LA CONSOMMATION SANS FIN

La question au cœur du forum « quels sont les changements individuels et collectifs nécessaires pour changer nos rapports à la nature, à l'économie, à la société ? », est la bonne question à poser aujourd'hui. On n'en est plus au diagnostic, mais à la quête de solutions, on passe du « quoi » au « comment ». Cependant, un diagnostic précis reste nécessaire pour prescrire la cure. La conférence commence donc par traiter des origines culturelles de l'homo consumens avant de tracer quelques pistes pour sortir de cette consommation sans fin.

À l'aube du 20^{ème} siècle, des auteurs comme Simmel, Sombart, Tawney ou Weber se posent de manière explicite la question de la composante culturelle du capitalisme libéral. Parmi eux, Max Weber est sans doute l'auteur le plus important et le plus intéressant. Dans « L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme » (1904-1905), Weber aborde la mentalité capitaliste orientée vers l'accumulation du profit comme une ascèse, assimilable à l'attitude du moine car l'individu, en quête monomaniaque du gain, y sacrifie toute sa vie. Mais ce n'est pas la recherche hédoniste de la satisfaction de ses intérêts personnels qui est à la source du capitalisme : c'est plutôt le devoir pour chacun de travailler et chercher le profit maximal, et ce devoir, « vocation », est aussi un piège -- il enferme l'individu dans une quête infinie et peu satisfaisante.

Weber souligne ainsi la dimension socialement construite de la mentalité capitaliste : l'homme n'est pas naturellement obsédé par l'accumulation matérielle, c'est la société qui l'y oblige. Ce faisant, il met en évidence le fait que la sortie du capitalisme pose un problème collectif car on ne peut s'en échapper tout seul : la « compétition économique » nous force à être plus compétitif que l'autre, sous peine de devoir disparaître comme agent économique.

Mais Weber met peu l'accent, voire occulte, deux autres points. Il néglige d'abord la dimension de la consommation. Il ne prend pas suffisamment en compte le fait que le capitalisme requiert pour survivre qu'il faille faire vouloir consommer davantage, nous donner le goût d'avoir plus, effacer la frontière entre nos désirs et nos besoins. D'autre part, Weber n'associe pas l'émergence du capitalisme avec la marchandisation du monde. Or, avec la loi du profit et de l'accumulation capitalistes, tout - à commencer par la terre, le travail, l'argent - devient objet d'échange. Tout ce qui auparavant échappait à la mise en commerce est progressivement marchandisé afin d'alimenter le système. Karl Polanyi offre un excellent éclairage

Le coup d'envoi du Forum OPOP fut donné par Olivier De Schutter, Rapporteur Spécial aux Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation, lors d'une conférence introductive sur le thème « Homo consumens ». En voici le résumé. ¹

1. On trouvera le texte complet de la conférence sur <http://www.onepeople-oneplanet.be/docs/confeerence-olivier-de-schutter.pdf>



Olivier De Schutter

de ce processus dans « La grande transformation » (1944).

La nécessité inhérente au capitalisme d'encourager une consommation sans cesse croissante et, par conséquent, d'étendre la sphère marchande, engendre les deux apories majeures du système actuel. D'abord, le capitalisme court le risque d'une crise liée à la surproduction s'il ne développe pas parallèlement des marchés solvables qui puissent absorber l'excès de production. Karl Marx avait déjà identifié cette contradiction, mais sans anticiper que le capitalisme saurait y répondre par la cooptation de la classe des travailleurs dans le système. Ensuite, nous sommes en crise, face à l'absence de prise en compte des limites des capacités de la planète, incompatible avec l'extension infinie du système marchand. On a répondu au premier problème

par l'installation de l'Etat providence. Mais ce faisant, l'on n'a fait qu'en accentuer le deuxième problème auquel, jusqu'à présent, l'on n'a pas apporté de réponse.

C'est afin de répondre au risque de la surproduction que la consommation de masse s'est progressivement imposée comme un impératif -- condition de survie même du système de l'accumulation capitaliste. L'Etat providence, ce fut d'abord une tentative de contrer l'influence du socialisme et dans un souci de justice sociale: avec Bismarck dans les années 1880-1890, les grandes lois sociales cooptent les classes ouvrières dans le système capitaliste. Mais par la suite, notamment avec le second New Deal aux Etats-Unis à partir de 1937, les politiques sociales redistributives deviennent un instrument de croissance économique permettant de relancer la machine économique par la stimulation de la demande. John Maynard Keynes, Simon Patten ou encore John Maurice Clark fournissent une légitimation théorique à ce renversement.

Producteurs et consommateurs habitent chacun leur prison, étroitement dépendantes l'une de l'autre. Le producteur est forcé d'être au moins aussi productif que ses concurrents sous peine de disparaître. Le consommateur est condamné à prendre ses désirs pour des besoins. Ces cages, miroirs l'une de l'autre, sont imposées par le système. Or elles ne résultent pas de la nature humaine. Ce qui nous est naturel, c'est la coopération, l'interaction, l'échange, le partage -- attitudes que, trop souvent, le système que nous habitons atrophie.

Comment donc rompre ces chaînes de manière collective, en assurant la transition écologique requise par la deuxième crise ? L'économie verte et les technologies propres ne seront pas suffisantes pour parer aux effets de la croissance démographique et de l'augmentation de la consommation moyenne par habitant : c'est un apport majeur des travaux de Tim Jackson de le montrer.

Une première piste serait de mettre en place des politiques redistributives qui tendent vers l'égalité des conditions matérielles. Comme il faudra partager des sacrifices, les politiques nécessaires doivent être vécues comme légitimes. Elles ne pourront l'être que si elles sont équitablement réparties entre tous. De plus, une plus grande égalité des conditions matérielles réduit l'intérêt de la croissance, de la compétition et de la surconsommation liée à la recherche de la reconnaissance d'un positionnement social, selon ce mécanisme que Thorstein Veblen fut le premier à identifier, dès 1899, dans sa «Théorie de la classe de loisir».

Une politique du genre, libérant les femmes de leur carcan, est également requise. Le système actuel encourage à la consommation en utilisant sans arrêt l'esthétique de la femme. Tout est érotisé et l'impératif d'être belle est un impératif proprement sacralisé, comme le montre Baudrillard notamment en 1970, avec «La société de consommation». D'autre part, la compétition économique récompense et valorise des comportements qui sont associés, dans nos imaginaires et subconscients, à la virilité masculine, ce que note par exemple Pierre Bourdieu. Il est urgent aujourd'hui de revaloriser et partager les fonctions traditionnellement associées à la femme, les activités domestiques hors-travail: mieux répartir ces fonctions entre les femmes et les hommes, c'est aussi leur reconnaître une importance, une «valeur», qui leur est trop souvent déniée.

Enfin, on doit travailler sur une politique de la socio-diversité qui promeuve les alternatives, les solutions locales à petite échelle. Les avantages de ces micro-projets sont de servir d'expériences pouvant tracer des chemins vers la transition. Nous n'avons en effet pas de méga-plan. L'expérimentalisme offre une alternative à la consommation à laquelle on recourt pendant notre temps libre par manque d'imagination. Les expériences, conduites au niveau local, recréent des liens sociaux, dont les êtres humains ont un besoin vital. Elles permettent enfin à chacun d'être considéré non plus pour ce qu'il a mais pour la personne qu'il est. C'est donc une manière de réduire la consommation ostentatoire.

La transition collective doit être soutenue par le gouvernement : favoriser l'expérimentalisme en aidant ceux qui prennent l'initiative des micro-projets ; créer les incitants économiques qui récompensent les modes de vie sobres, soutenables, innovants ; offrir des services publics qui permettent de contourner les achats et la consommation de biens privés ; évaluer l'impact des politiques à travers des indicateurs de développement durable et non pas selon des indicateurs de croissance comme le PIB (voir les travaux et recherches d'Isabelle Cassiers sur ce thème).

Piloter la transition, c'est favoriser le changement, l'orienter sans que le détail de chaque étape puisse nécessairement être connu d'avance. Il faut arrêter d'opposer les changements modestes, les expériences collectives à petite échelle au grand bouleversement de l'édifice. La transition est un art qui relève plus de la musique que de l'architecture. Ce n'est pas seulement la construction finale qui importe, ce qui doit nous mobiliser, c'est chaque étape. Les deux jours du Forum One People One Planet, ce sont quelques notes d'une partition mais ce sont des notes qui, si elles n'étaient pas là, ne verraient jamais la partition émerger.

Le séminaire

RAPPEL DE LA DEMARCHE

LES 3 ATELIERS	LES 3 DOMAINES	LA BIOSPHÈRE Biosphère = partenaire	L'ÉCONOMIE Macroéconomie responsable	LA SOCIÉTÉ Solidaire et prospère
VENDREDI 24 AOUT (09H30 A 17H00)				
Citoyens		Quels changements me concernant puis-je proposer (manières de penser, de vivre, d'agir, ...) ?		
Entrepreneurs		Quels changements puis-je proposer dans ma manière de produire et de distribuer biens et services, de manager, d'informer, de communiquer, d'estimer mon apport à la société, ...		
Gouvernants (Institutions)		Quel cadre normatif et légal (règles du jeu) dois-je instituer pour inciter, conduire, obliger ... ?		
SAMEDI 25 AOÛT (09H30 À 17H00)				
Chaque atelier reprend les travaux des 2 autres et se demande ce qu'il pourrait faire pour faciliter les changements proposés par les 2 autres.				

LES ATELIERS DU SÉMINAIRE¹

ATELIER 1 CITOYENS

Les ateliers du Séminaire furent animés par le Professeur Thierry De Smedt (UCL) pour l'atelier « Citoyens », Laurent Ledoux (Philosophie & Management), atelier « Entreprises » et Philippe Defeyt (Président de la Maison du Développement Durable) et Jean Hinnekens, atelier « Gouvernants » avec la collaboration du Professeur Isabelle Cassiers (UCL). Des membres du groupe **Avicenne** ont également participé aux discussions.

I. Introduction

Être citoyen aujourd'hui est devenu une réalité nouvelle, qui réclame d'être pensée à la lumière des enjeux et des environnements contemporains.

Nos sociétés démocratiques qui se veulent libres mettent, en principe, le citoyen au centre du système économique, politique et social, en lui attribuant non seulement un statut d'acteur, mais aussi d'auteur du développement.

Or, en dépit d'indéniables progrès en matière de sécurité, de confort, d'expression, d'information et d'espérance de vie, les citoyens parviennent très mal à exercer leur fonction d'acteurs et d'auteurs des changements auxquels ils aspirent. Pire que cela, le sentiment d'être le jouet d'une fatalité dramatique et l'anxiété de vivre sans avenir semblent gagner du terrain.

1. Les rapports des ateliers peuvent être téléchargés sur www.onepeople-oneplanet.be/index.php?pg=seminaire

Pourtant les compétences de tous ordres et les équipements techniques contemporains, sont objectivement très riches et devraient être assez facilement mobilisables au service d'un développement durable et équitable.

Durant l'atelier, le questionnement sera centré sur la question suivante :
Comment les citoyens d'aujourd'hui peuvent-ils être effectivement acteurs-auteurs de changements propices à

- ▶ **l'humain dans la biosphère**
- ▶ **une macroéconomie responsable**
- ▶ **une société solidaire et prospère ?**

Cette question sera d'abord abordée sous les différentes fonctions liées à l'exercice de la citoyenneté, des plus traditionnelles jusqu'à la recherche de nouvelles visions de la citoyenneté :

- ▶ consommer
- ▶ communiquer
- ▶ devenir
- ▶ éduquer
- ▶ habiter
- ▶ investir
- ▶ manager (ménager ?, organiser, créer un ordre des choses, gouverner son environnement)
- ▶ produire
- ▶ se grouper
- ▶ ... autre chose

(L'ordre est alphabétique)

Il s'agira d'envisager chacune de ces fonctions, en identifiant par quelles méthodes (en matière de comportements, de symbolisations, de techniques, d'institutions) produire les changements évoqués ci-dessus.

Ensuite, l'atelier tentera d'identifier les caractéristiques d'une culture contemporaine (comportant des techniques, des relations sociales et des idées) favorables à un exercice efficace de la citoyenneté aujourd'hui.

Enfin, l'atelier conclura ses travaux en décrivant les implications de l'efficacité citoyenne sur sa relation aux entrepreneurs et aux gouvernants.

Thierry De Smedt (UCL), animateur de l'atelier Citoyens du Séminaire



II. Méthode de travail proposée en début de séance

1. Envisager une fonction parmi :

- ▶ consommer
- ▶ communiquer
- ▶ devenir
- ▶ éduquer
- ▶ habiter
- ▶ investir
- ▶ manager (ménager ?)
- ▶ produire
- ▶ se grouper
- ▶ ... autre chose

La diviser en sous rubriques clairement définies

- ▶ Pour chaque sous rubrique, opposer une manière d'être citoyen actuellement dominante et une manière alternative (en matière de comportements, de symbolisations, de techniques, d'institutions), et spécifier son influence sur
 - ▶ **l'humain dans la biosphère**
 - ▶ **une macroéconomie responsable**
 - ▶ **une société solidaire et prospère ?**

... en identifiant par quelles méthodes (en matière de comportements, de symbolisations, de techniques, d'institutions) produire les changements évoqués ci-dessus.

2. Identifier les caractéristiques d'une culture contemporaine (comportant des techniques, des relations sociales et des idées) favorables à un exercice efficace de la citoyenneté aujourd'hui.

3. Les implications de l'efficacité citoyenne sur sa relation aux entrepreneurs et aux gouvernants.

III. Après la première journée de travail,

les participants de l'atelier 1 (changer les attitudes et les comportements des citoyens) ont adressé aux deux autres ateliers (entrepreneurs et gouvernants) les implications qui suivent.

A. Les implications de l'efficacité citoyenne sur sa relation aux entrepreneurs.

1. En matière de bien et services de consommation : tracer et expliciter les processus de production auprès du public
2. En matière d'institution entrepreneuriale
 - a. Favoriser la dimension d'épanouissement des travailleurs dans un travail qui favorise la créativité et respecte leur apport et leur engagement

- b. Mieux connaître les systèmes d'économies sociales et y faire appel
- c. Gérer sur le long terme, en fonction des scénarios du futur et des implications sur les générations futures.

B. Les implications de l'efficacité citoyenne sur sa relation aux gouvernants.

1. En matière d'information des consommateurs
 - a. Informer, réglementer l'obligation de traçabilité des produits.
 - b. Limiter par réglementation l'accès des jeunes consommateurs aux produits reconnus néfastes.
 - c. Leur permettre d'analyser ces produits :
 - i. Analyser les contenus des produits et des services
 - ii. Analyser leur emballage et leur présentation médiatique, par une éducation aux médias contemporains.
 - d. Mettre en contact les consommateurs avec les processus de production sains et équitables. Permettre aux consommateurs de dévoiler les stratégies d'enchantements publicitaires sans s'exposer à la répression de l'industrie.
 - e. Soutenir des organismes indépendants de contrôle.
 - f. Introduire l'économie ménagère dans la formation des enseignants.
 - g. Taxer les revenus publicitaires des chaînes et éditeurs pour financer l'éducation et l'information.
2. Collectivité des biens et services
 - a. Offrir des locaux collectifs et un cadre légal léger aux biens et services partagés des citoyens.
 - b. Détaxer les services échangés entre citoyens.
3. Éducation
 - a. Adapter le programme en renforçant l'école en alternance.
 - b. Promouvoir l'éducation aux médias généralisée pour augmenter le niveau de littératie médiatiques des citoyens.
 - c. Valoriser l'éducation non marchande. Définir des stratégies de formation dans les secteurs non-marchands, en participation avec ses acteurs.
 - d. Favoriser l'interculturel et la découverte quotidienne de l'autre dans le contexte scolaire.
4. Dans le domaine de la production
 - a. Favoriser les essais innovants menés par des individus entrepreneurs et de petites structures de production et de diffusion des services et produits.
 - b. Favoriser les institutions d'économies sociales et d'engagement volontaire.

5. Pour lutter contre le repli angoissé des citoyens
 - a. Donner un statut juridique plus favorable au patrimoine commun (versus la propriété privée, l'héritage, ...).
 - b. Garantir une sécurité sociale universelle de chacun afin de limiter la crainte de la misère et de l'avenir.
 - c. Favoriser les mixités et une pédagogie de la rencontre.

IV. Durant la seconde journée,

l'atelier 1 (changer les attitudes et les comportements des citoyens) a examiné les implications venant des entrepreneurs et des gouvernants afin d'en dégager des pistes en matière de changements d'attitudes et de comportements citoyens.

Le citoyen nouveau : les changements d'attitudes et de comportements

A. Analyse des actions impliquées par les entrepreneurs, points trois et quatre (pouvoir et co-création)

1. Investir les entreprises dans la réponse aux besoins sociétaux : biosphère et macroéconomie équitable et prospère.
 - a. S'associer aux entreprises qui se donnent ces objectifs
 - b. Constituer des entités de production- consommation intégrées avec engagements réciproques
 - c. Lorsque l'entreprise est trop loin ou trop grande, par exemple dans le cas d'entreprises mondialisées, constituer des entités civiles associatives et des réseaux sociaux d'expertise, à même d'exercer des pressions et de stratégies, avec les gouvernants.
 - d. Développer des stratégies d'interaction sociale, de dialogue, de négociation solidaire, avec des engagements à long terme et les solidarités qui en découlent
 - e. Éviter si possible les stratégies d'affrontement et de prise de contrôle, car elles consomment inutilement des ressources et les acteurs.

B. Analyse des interpellations venant des gouvernants

1. Former et participer aux entités civiles associatives, lieux de démocratie, y compris de créativité juridique, en environnement, durabilité, équité, ...
2. Rendre au politique sa représentativité. Créer des observatoires de la conduite politique.

Coordination du Séminaires et de l'Agora (le fishbowl):
Chaque membre de séminaire interviendra lorsqu'il y trouve du sens.

C. Actes citoyens nouveaux : 13 pistes

1. Développer notre connaissance, lutter contre l'obscurantisme, enchanteur par une information. Débusquer et réagir aux manipulations publicitaires.
2. S'appropriier les fonctions des produits avec expertise pour bien savoir ce dont ils sont capables, avant de songer à acheter. Faire appel aux savoir-faire des autres.
3. Être consommateurs actifs. S'insérer dans les productions et dialoguer avec les producteurs. Refuser la coupure anonyme du marché.
4. Miser sur un enseignement unique alliant théorie, pratique et convivialité.
5. Entrer dans la culture critique de l'image et des multimédias en réception et en production. Donner les capacités d'accéder aux informations nécessaires.
6. Citoyenneté concrète à l'école, avec réactivité.
7. Responsabilisation des adultes, renforcer la confiance et la conscience des parents : « Autolouange » et estime de soi.
8. Apprentissage des attitudes affectives et sociales de différentes origines.
9. Réaliser son besoin d'accomplissement personnel et social.
10. Délocaliser certaines fonctions à distance, avec une garantie des conditions de travail.
11. Privilégier la distribution des bénéfices à ceux qui en sont acteurs.
12. Multiplier les bénévolats et les promouvoir, sans les traiter comme des phénomènes inexistantes.
13. Valoriser le rapport aux objets collectifs

D. Synthèse des attitudes citoyennes nouvelles, la citoyenneté impliquée, sur les enjeux bio-sociétaux

1. Multiplier les contrats associatifs.
 - a. Association contractuelle avec des partenaires réguliers. En tous secteurs. Alimentation, logement, équipement, santé, finance, information, éducation, ...
2. Troquer des pertes de libertés immédiates, au profit du long terme :
 - a. liberté de créer, d'innover, d'investir.
3. Diminuer la décision par pulsion au bénéfice d'un engagement rationnel et conscient.
4. Accepter de s'adapter à l'inconnu, de prendre un risque, en équilibrant ces risques par des engagements de solidarité, valables en cas de réussites, comme en cas d'échecs.

ATELIER 2 ENTREPRISES

L'atelier s'est constitué en Comité de Direction instituant une entreprise nouvelle. Voici la « vision » qu'il en a donnée.

Décisions du Comité de Direction du 24/08/2012



1. Redéfinir la mission & les objectifs de l'entreprise

Priorités

- ▶ Assurer la **pérennité** de l'entreprise
- ▶ Assurer une **contribution sociale et environnementale positive** , plutôt que la maximisation du profit
 - a. Permettre **l'accomplissement** de chacun au travail
 - b. Vendre, au travers de nouveaux business models, des produits/ Services
 1. Offrant **qualité & accessibilité**
 2. Stimulant la responsabilité de chacun et ne créant **pas de dépendance** (en particulier dans le cas du B2C (Business to Customer))
 3. Assurant la **dignité** de chacun
 4. Contribuant à **l'équilibre éco-systémique**
 - c. Payer le **«prix» juste** pour les ressources utilisées

2. Développer un nouveau leadership

- ▶ **Imprégné** des enjeux sociétaux et **incarnant** les valeurs du développement durable (DD)
- ▶ **Ouvert** vers l'interne et l'externe
- ▶ Capable de **se remettre en question**
- ▶ Créateur d'un environnement de travail favorisan
 - a. le soin et **respect de léquivalence** de chacun
 - b. le **développement** personnel de chacun
 - c. L'**autonomie** et la créativité de chacun

Partageant le leadership

3. Partager le pouvoir et stimuler l'autonomie et la liberté

- ▶ **Former** et sensibiliser le personnel aux triples enjeux du DD
- ▶ Favoriser la **participation** du personnel à l'actionnariat et à la prise de décisions stratégique
- ▶ Définir les objectifs et octroyer des bonus collectifs dépendants d'indicateurs **économiques, sociaux et environnementaux**
- ▶ Instaurer les méthodes de **Sociocratie / Holocratie**
- ▶ **Stimuler** les initiatives et **collaborations** internes

Atelier Entrepreneurs du Séminaire

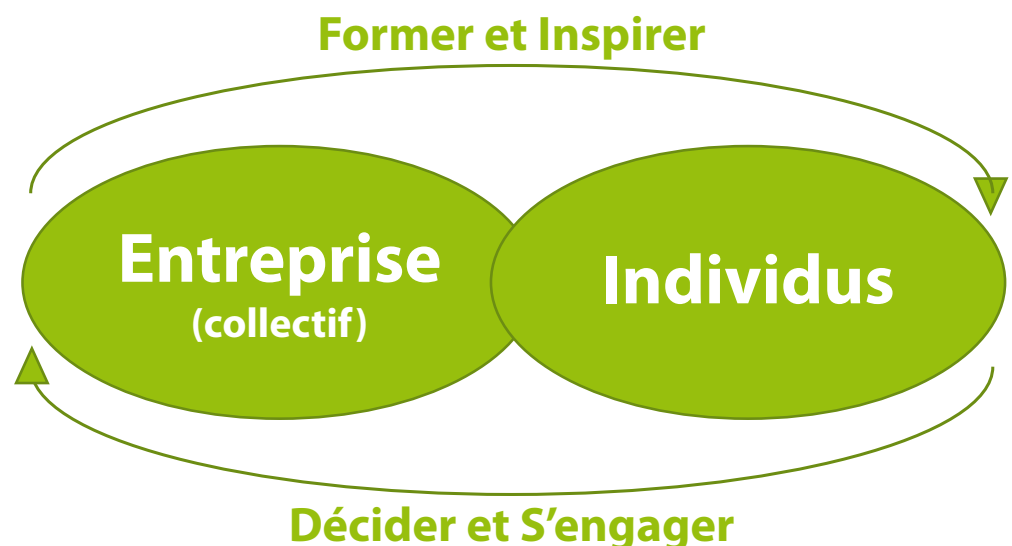


4. Co-créer avec toutes les parties prenantes

- ▶ Stimuler le **dialogue** entre la société civile et les entreprises
 - a. Mettre à disposition des membres de l'entreprise dans les écoles, auprès des médias,...
 - b. Sensibiliser aux enjeux sociétaux et environnementaux (par ex. le prix juste pour les ressources)
- ▶ Etablir des partenariats avec des social businesses, ONG, ... pour développer de **nouveaux business model**
- ▶ Favoriser des ** changes d'expertise** (droits de l'homme, ...) pour former les membres de l'entreprise
- ▶ Choisir ses **financeurs** (banque, marchés fin, et «love» money)
- ▶ Informer les parties prenantes (**advocacy** plutôt que «lobbying»)
 - a. En étant honnête
 - b. En poursuivant le bien commun
 - c. En veillant à ne pas préserver le status quo mais à contribuer au progrès sociétal
- ▶ Tracer et **explicitier les processus** de production auprès du public (transparence; cfr Patagonia)
- ▶ Offrir aux employés des **packages mobilité durable**, alternatifs aux voitures de soci te

Notre cadre de référence

cercle vertueux de l'entreprise responsable



ATELIER 3 GOUVERNANTS

Tenant compte de ses propres travaux de la journée du vendredi 28 août 2012, l'atelier dont les participants avaient à se considérer comme des élus qu'ils seraient aujourd'hui, se sont attachés, au cours de la journée samedi 29, à approfondir et à compléter leurs travaux de la veille compte tenu des propositions émises dans les ateliers « citoyens » et « entrepreneurs ».

Ils ont finalisé en conséquence les propositions qu'ils s'attacheraient prioritairement à mettre en œuvre « dans toute la mesure de leur possible ». Ils ont bien pris conscience en effet que, quelles que soient la détermination de leur engagement et leur volonté de changer de cap, il leur serait :

- ▶ absurde de croire pouvoir ne pas tenir compte du contexte dans lequel se trouve la société aujourd'hui, du plan local jusqu'au plan mondial, et dans tous les domaines, en ce compris les questions environnementales. Inefficace aussi, voir irresponsable, de ne pas prendre en compte les dispositions légales et réglementaires existantes, de même que les impulsions et les études entamées par les politiques antérieures, qui sont en adéquation avec les politiques qu'ils estiment devoir mener ;
- ▶ menaçant pour la démocratie de vouloir imposer, sans aucune concertation, des solutions et des priorités d'action, même s'ils affirment leur conviction que, dans des situations exceptionnelles, il appartient aux élus de faire preuve du courage politique nécessaire au dépassement des réflexes émotionnels des populations, ou de faire face, dans l'urgence, à des aléas imprévisibles.

D'une manière générale, si les participants à l'atelier se sont dits convaincus de l'intérêt d'une prise en considération des expérimentations et des réalisations novatrices dans l'émergence d'une plus grande conscience citoyenne, ils sont convaincus de même de l'urgence qu'il y a à changer de références, et dès lors de règles du jeu, du fonctionnement actuel de nos sociétés. La montée de cette conscience citoyenne par capillarité est un appui indispensable à ce changement de cap, mais celui-ci relève de la responsabilité immédiate des gouvernants. C'est dans cet esprit qu'ils considèrent qu'ils s'attacheraient en tout premier lieu à :

Citoyenneté et démocratie

Promouvoir ou à aider à la création de lieux de démocratie participative, et à favoriser une dynamisation novatrice de l'animation de ces lieux, de manière à ce qu'ils deviennent, pour la démocratie représentative, qui doit être renforcée et dynamisée, des indicateurs constants du vécu et des aspirations des populations qu'elle représente ;

Les démarches existantes ou nouvelles d'éducation permanente des adultes seraient un des piliers de cette dynamisation, et cet objectif d'approfondissement des mécanismes démocratiques réclamerait des moyens budgétaires et pédagogiques adéquats pour renforcer les rôles de l'enseignement et des enseignants, depuis les classes maternelles jusqu'à l'université, en vue de l'avènement de générations citoyennes plus participatives et plus critiques par :

- ▶ la formation à l'esprit critique, l'engagement éthique, la faculté de discussion, d'argumentation, de jugement et d'arbitrage, selon la devise Kantienne des Lumières: «Agis de la façon à ce que ton action puisse devenir une maxime universelle (et donc universellement soutenable) ;
- ▶ le développement ou la mise en œuvre efficiente¹ de mécanismes participatifs au sein même des institutions scolaires, dans l'esprit de respect des rôles et des responsabilités de chacune et de chacun sur lequel se fonde cette première proposition ;
- ▶ la sensibilisation à une prise en considération, dans tous les domaines de la vie, qu'ils soient individuels ou sociétaux, des implications de « soutenabilité », tant sur le plan économique et d'équité sociale, que sur celui de l'environnement, notamment par une éducation à la réception de la publicité et des messages qui tendent à créer artificiellement des besoins nouveaux sans intérêts pour la qualité de vie.

Dans cette volonté de gouvernants dans laquelle les membres du groupe se sont inscrits, et dans la logique de l'esprit qui les ont animés, ils s'engageraient à accorder aux associations citoyennes, une écoute aussi empreinte, attentive et coopérative, que celle accordée aujourd'hui aux lobbies du monde de l'économie et de la finance. Ils veilleraient à ce qu'il en aille de même de la part des lieux qui élaboreraient leurs décisions ;

Enfin, toujours dans ce même esprit, ils revaloriseraient les moyens médiatiques publics ou bénéficiaires d'aides publiques, et leur confieraient des missions nouvelles et efficaces d'éveil et de formation des populations à leur capacité de participation citoyenne.

Comportements « soutenables »

S'efforçant donc de se comporter en gouvernants en charge des responsabilités dans le contexte d'aujourd'hui, et dans l'esprit de cette politique de promotion d'une démocratie la plus effective possible, les membres de l'atelier s'engageraient, comme gouvernants dans le contexte belge d'aujourd'hui, à stimuler la prise de conscience des populations aux empreintes écologiques individuelles ou collectives, et à prendre les mesures concrètes et immédiates de « soutenabilité » suivantes :

- ▶ promouvoir de manière efficace - coût, fréquences, régularité ... des transports en commun.

1. En fait, un conseil de participation est obligatoire conformément aux articles 68 et 69 du décret du 24 juillet 1997, décret qui définit les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et qui organise les structures propres à les atteindre, mais il n'est pas toujours existant ou n'est pas mis en œuvre de manière efficiente.

Cette promotion, qui pourrait se concrétiser par une optimisation des articulations intermodales, devrait s'envisager dans une vision à long terme.

Cette vision devrait se fonder, non plus sur une concurrence entre les modes de transport, mais sur une articulation optimale, tant au niveau des infrastructures que des offres de transport des personnes comme des biens, qui infèrent des choix de déplacement. L'objectif serait de répondre de manière optimale aux besoins de déplacements et de transports de chacun, dans le souci constant des impacts directs et indirects de ces choix sur l'écosystème ;

- ▶ effectuer une réflexion en profondeur en matière d'habitat, notamment en ce qui concerne la gestion de l'aménagement du territoire, tout en promotionnant des types d'habitats alternatifs tant sur le plan de l'affectation des terrains et des bâtiments disponibles - habitats groupés par exemple - que de leur empreinte écologique – habitations et bâtiments passifs ;
- ▶ promouvoir les comportements et les choix « soutenables » et encourager la création de tels comportements novateurs et citoyennement responsables, sur les plans individuels comme sur les plans collectifs ;
- ▶ à contrario, et progressivement suivant les cas, réfréner tous les comportements non « soutenables ».

Une telle politique, à la fois incitative et coercitive, pourrait notamment se concrétiser par :

- ▶ la suppression des soutiens directs et indirects aux comportements non « soutenables », notamment par le biais des marchés publics;
- ▶ des pénalités et des incitants fiscaux en fonction des objectifs poursuivis. Les pénalités pourraient être affectées spécifiquement à la promotion des comportements novateurs et citoyennement responsables dont question ci-avant;
- ▶ une adaptation de certaines réglementations - telles les règles de sécurité alimentaire par exemple – à la spécificité d'autres modes de production, de commercialisation et de consommation que les productions industrielles.

Petites et moyennes entreprises

Par ailleurs, sur le plan économique et plus particulièrement sur celui du tissu industriel et des services, leurs préoccupations premières iraient au secteur des petites et moyennes entreprises. Ils porteraient une attention particulière à celles qui sont pourvoyeuses d'emploi, et dont les objectifs prioritaires sont de contribuer socialement et environnementalement à la prospérité du pays. Ils veilleraient toutefois à ce que la sélection de ces



Atelier Gouvernants du Séminaire

entreprises se fasse sur base de critères transparents, et compte tenu de toutes leurs chaînes de production ou de prestations de services, à l'étranger comme en Belgique. Des certifications renouvelables de telles entreprises seraient mises à l'étude et introduites dans les meilleurs délais.

Ils s'attacheraient de même à promouvoir la création d'entreprises novatrices et à veiller à leurs capacités initiales de financement. À propos et nonobstant une révision de l'ensemble de la fiscalité à laquelle ils s'attacheraient par ailleurs, ils examineraient la faisabilité d'introduire, dans les meilleurs délais, des mesures qui permettraient de différer, pour ces entreprises, le prélèvement de l'impôt au moment de sa distribution, afin de renforcer leur trésorerie et de leur assurer de ce fait une meilleure pérennité.

Par-delà les frontières

En ce qui concerne les dossiers pour lesquels la compétence des élus dans les institutions belges est partagée à des niveaux interétatiques, les membres du groupe ont mis l'accent sur le fait que, dans tous les domaines, ce n'est pas nécessairement le poids du nombre ou de la puissance géostratégique qui fait surgir ou s'épanouir une pensée nouvelle ou alternative. Un pays relativement petit comme la Belgique, ou plus encore ses communautés et régions, ne saurait certes imposer quoi que ce soit à qui que ce soit, mais la participation effective et constructive aux institutions internationales aboutissent régulièrement à l'émergence de décision dont des pays plus petits ou moins puissants ont été à l'origine.

Par ce préalable, et outre des motivations d'une conviction européenne qui les habitent pour les raisons mêmes qui ont motivé les fondateurs de l'Union Européenne, ils soulignent l'importance que peut avoir dans le concert des Nations une Europe crédible, forte et politiquement unie.

Parmi les questions qui se posent de manière supranationale, les membres du groupe ont ciblé plusieurs domaines dans lesquels il leur semble important d'agir en tant que gouvernants, s'ils étaient en responsabilité d'élus aujourd'hui.

Il s'agit plus particulièrement de :

- prendre les mesures nécessaires pour **quitter de manière radicale la philosophie néo-libérale** qui régit aujourd'hui l'ensemble de la société, sur base de la conviction que c'est « le marché », considéré comme la main invisible et infaillible, qui doit régir l'ensemble du fonctionnement dans tous les domaines. Ils ne re-

jettent pas pour autant les lois du marché en ce qu'elles peuvent équilibrer les échanges commerciaux et financiers, mais estiment qu'il s'agit de les ré-encadrer et les remettre au service du bien commun : la dignité de chaque personne et la qualité de vie en société dans un environnement durable. Ce basculement ne peut se concrétiser que par une régulation démocratique et citoyenne de proximité et le refus de considérer « le marché » comme l'indicateur des orientations politiques à prendre dans l'intérêt de ce bien commun;

- ▶ **réguler** progressivement, par une concertation au niveau de l'Union Européenne d'abord, **l'ensemble des pratiques financières et fiscales** actuelles, par des règles normatives incontournables assorties de sanctions exemplaires. Repenser de même dans son ensemble le système fiscal belge, immédiatement pour ce qui est des aspects qui ne sont pas dépendants des liens internationaux du pays et, au niveau supranational, au fur et à mesure des avancées qui auront pu être réalisées sur ces plans;
- ▶ participer de même à la **régulation de l'exploitation des ressources naturelles** sur l'ensemble de la planète, par une revalorisation du concept de « biens communs », soit les ressources qui devraient pouvoir être disponibles pour tout humain, en vue notamment de donner priorité aux populations locales pour l'accès à ces ressources, et en excluant toute possibilité de transfert financier de droits de polluer ou de porter atteinte aux écosystèmes;
- ▶ **internaliser dans les prix des biens et des services les coûts sociaux et environnementaux** de leurs modes de production, tout au long de la chaîne, de la mise à disposition des matières premières jusqu'à leur commercialisation, et tant à l'étranger qu'en Belgique. Dans cette perspective, la transparence se trouvera aidée par les règles de traçabilité toujours améliorées. Par ailleurs, des labellisations claires pour le consommateur devraient être améliorées, généralisées et garanties.

Dans cette internalisation relative plus particulièrement aux coûts sociaux, outre la volonté de maintenir et d'affiner au fur et à mesure de l'évolution de la situation économique et sociale du pays la concertation sociale en Belgique, ils chercheraient à promouvoir et à dynamiser les prérogatives de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en matière de normes et de recommandations. Ils agiraient simultanément pour amener l'Organisation Internationale du Commerce (OMC), dont les finalités et le fonctionnement devrait par ailleurs lui-même être repensé, à adopter des dispositions contraignantes en cas de non respect de ces normes et de ces recommandations.

L'Agora

RAPPEL DE LA DEMARCHE

L'animation de l'Agora en forum ouvert fut l'œuvre d'Aline Wauters (Maison du Développement Durable), Jean-Philippe Dor (Coach & Facilitator), Luc André Defrenne (Initiateur et Facilitateur d'Alliances Créatrices) et Olivier Chaput (Facilitateur et formateur en Démocratie profonde à Expositant D).

L'agora, forum ouvert

Le village de l'Agora est composé de différents quartiers : Habitat, Finance, Alimentation et agriculture, Médias et acteurs culturels, Université, Entrepreneuriat, Ressources naturelles, Gouvernance et intelligence collective. Le village est ouvert et animé par des citoyen(ne)s, des jeunes, des personnes du sud, des aînés, des entrepreneurs, des représentants d'ONG,...

Comment s'est déroulé le Forum ouvert?

Chaque matin, les participants se sont rassemblés sur la place commune du village. Les animateurs de quartiers et les villageois qui le souhaitaient y ont lancé un appel public pour inviter leurs concitoyens à une collaboration en atelier autour d'un projet durable. Les membres du village ont choisi les ateliers auxquels ils souhaitaient participer et ont rejoint le lieu de travail. Chacun avait la possibilité de quitter un atelier en cours de route, d'en rejoindre un autre, ou d'en lancer un nouveau.

Le village avait sa « place commune » avec un grand mur d'affichage pour les ateliers et les comptes rendus des ateliers. Autour de cette place commune : un bar, un restaurant, une librairie, des expositions, des tables pour discuter, un lieu de retrait pour être avec les plus petits...



Cinq « thèmes » ont émergé de la dernière séance plénière de l'Agora

A chacun de ces thèmes nous avons « accroché », sous forme de propositions d'action, les éléments significatifs tirés des comptes rendus des différents ateliers de l'Agora qui furent particulièrement riches et variés.

Nous n'avons pu tenir compte de toutes les nuances qui se sont exprimées¹.

Quels sont les changements individuels et collectifs nécessaires pour changer nos rapports à la nature, à l'économie et à la société ?

FORMATION POUR TOUS LES MILIEUX ET TOUS LES AGES

1. A la citoyenneté

- ▶ rompre avec notre héritage individualiste, de la segmentation et la vision linéaire des choses
- ▶ développer une vision systémique du monde
- ▶ promouvoir les processus de construction collective du savoir
- ▶ développer les pouvoirs critiques et créatifs, la participation, l'engagement dans la vie en société, c'est-à-dire la citoyenneté
- ▶ inclure dans les programmes de formation, dès les premières années, les notions de développement durable (DD) et de citoyenneté

2. A l'analyse de la société

Rôle de la formation permanente

- ▶ Développer des grilles d'analyse :
 - a. une connaissance des mécanismes de persuasion et de manipulation (par exemple pour saisir de façon critique comment la publicité nous manipule)

1. La version complète de ces rapports est accessible sur <http://www.onepeople-oneplanet.be/docs/agora-opop-rapport.pdf>

- b. des connaissances du système bancaire, du système d'assurance et des phénomènes macro-économiques
- c. une connaissance des rapports au pouvoir (sociologie des organisations), de la culture du management, du fonctionnement des partis politiques, des groupes de pression, etc

- ▶ introduire dans tous les cursus scolaires des cours "Questions d'actualités" ou "Initiation à la vie sociale et professionnelle". Ces cours constitueraient des espaces pour organiser des activités de débats à propos d'événements d'actualité, de travail de recul critique sur des problèmes, mais aussi pour des projets collectifs...
- ▶ Multiplier les projets de pédagogie coopérative, utilisant des ressources des NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Rôle de l'université

- ▶ Depuis le plus haut niveau de l'institution, appuyer, reconnaître et légitimer les actions et réflexions sur le DD
- ▶ Encourager l'émergence de sujets de recherche plus percutants qui favorisent le changement de société
- ▶ Développer un réseau d'universités pour l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

N.B. Le DD est une nébuleuse pour l'université, c'est un OSNI (Objet Scientifiquement Non Identifié). Ce n'est pas une théorie, c'est une composante politique.

Mur d'affichage pour les ateliers proposés



ENTREPRISES : L'ABSOLUE NECESSITE D'UN CHANGEMENT DE PARADIGME

1. Entreprises et développement durable

- ▶ Introduire le changement durable au cœur de la stratégie de l'entreprise y compris au niveau éthique
- ▶ Montrer à l'entreprise les avantages qu'elle a à devenir durable : ce qui est perçu comme une contrainte est en réalité une opportunité pour les entreprises.
- ▶ Analyser les freins qui empêchent l'entreprise d'être durable et voir comment y remédier
- ▶ Soutenir et rappeler que les entreprises sont là pour répondre à un besoin. L'argent est un moyen et non une fin. La richesse doit être créée pour la société et non pour quelques-uns.

2. Partenariat avec les parties prenantes

- ▶ Exiger que l'état instaure un cadre favorable pour les entreprises qui s'engagent dans le DD : aide pécuniaire, conseils. Etre plus incitant que régulateur
- ▶ Mettre en réseau les entreprises durables, surtout les PME, pour partager les expériences, les initiatives, les conseils et offrir une meilleure visibilité. (Un exemple : créer un portail d'idées pour devenir durable)
- ▶ Inciter les citoyens comme consommateurs à devenir partenaires de ces entreprises et privilégier la qualité à la quantité



Les rapports des ateliers de l'Agora sont affichés sur le mur du Grand Journal

3. Nouveaux modèles où le profit n'est plus dominant mais bien la place (la contribution) dans la société

Finance solidaire

- ▶ Créer et valoriser les coopératives qui financent des projets qui ont une plus-value sociale
- ▶ Obtenir que l'état crée le cadre et les incitants nécessaires
- ▶ Développer un réseau de coopérateurs qui s'approprient le projet et mobilisent des ressources sans passer par la publicité

Droit à l'initiative économique pour tous

- ▶ Soutenir le microcrédit : mettre en commun une épargne, dans le but d'octroyer des prêts sans intérêts à des entrepreneurs sociaux
- ▶ Créer des structures d'accompagnement à la création d'entreprise accessibles à tous
- ▶ Encourager la création d'un cadre légal adéquat au microcrédit
- ▶ Encourager l'éducation financière.
- ▶ Créer des fonds communs, des mises en réseau d'innovations via lesquels différents contributeurs pourraient participer à une innovation et en tirer un bénéfice lié à leur contribution
- ▶ Sortir d'un système (comme les brevets) dans lequel seul un individu ou une entreprise devient propriétaire d'une innovation (Exemples: Creative Commons, Open Source Lab, ...)
- ▶ déployer les actions spontanées en petits ou grands groupes
- ▶ implémenter des lignes de crédit public-privés pour financer des « investissements écologiques de taille plus grande » (soutien à la dissémination)
- ▶ renforcer les « fonds d'investissement BEI » soutenant les diverses initiatives en matière de DD



4. Lutter contre la spéculation

- ▶ Affirmer le rôle de l'Etat comme régulateur des marchés
- ▶ Développer les initiatives citoyennes
 - a. Exemple en France d'un organisme dénommé SAFER et, dans les pays anglo-saxons, des « Community Land Trust » (non profit organization) qui ont un droit de préemption sur l'achat des terres destinées à l'agriculture à leur valeur réelle.
 - b. Pression citoyenne, pétitions
 - c. Exemple : ONG Finance Watch, créée à l'initiative d'ONG et de parlementaire européens pour être un lobby alternatif aux lobbys financiers
 - d. Exemples ASN Bank et Triodos, banque éthiques et responsables

5. Nouveaux indicateurs de performance

- ▶ Classer les entreprises selon leur performance sociale et non plus selon leur gains financiers
- ▶ Harmoniser les indicateurs de performance sociale

Quatre principes en acronyme

► **Humilité**

Toutes les civilisations humaines, à toutes les époques -même reculées- ont été capables d'intelligence collective.

Et donc, plutôt que d'inventer indéfiniment le fil à couper le beurre, nous devrions retrouver et partager ces sagesses. Renforcer l'interculturalité en tant que carburant de l'intelligence collective.

► **Equanimité**

Soit l'égalité d'âme et le lâcher prise mais aussi la posture politique et/ou intellectuelle qui confère à tout un chacun le droit d'être un sujet actif dans la Cité.

► **Lenteur**

Soit l'inverse du temps prétendument gagné par la technologie, la mobilité, le tout-préparé ou le prêt à penser.

► **Parcimonie**

Vis-à-vis des énergies non renouvelables ou fragiles (bien sûr), mais aussi une gestion respectueuse des ressources humaines.

1. Attitudes H/F

- Promouvoir une participation plus importante de toutes les femmes, également les femmes au foyer, dans les sphères culturelles, politiques et économiques de la société
- Affirmer un regard positif sur les valeurs portées par les actions des femmes; les métiers de soin, le travail domestique
- Installer des mécanismes d'équité : salaires, processus de décision dans les organisations religieuses, politiques, économiques
- Changer les modèles traditionnels de répartition des rôles et du partage des res-



Atelier de l'Agora

ponsabilités proposés par les médias, les marchands de jouets, les gourous de la mode et parfois même l'école

- ▶ Changer l'architecture-culture car les personnes et leurs comportements sont déterminés par l'architecture du groupe/société dans lequel ils évoluent, en tout lieu et en tout temps. Ex : un groupe de femmes dans une structure hiérarchique pyramidale n'est pas plus brillant, à priori qu'un groupe d'hommes.

2. Rapports intergénérationnels et Nord/Sud

Dans le processus de construction d'un savoir collectif, il est indispensable de prendre en compte la voix des plus jeunes et des plus âgés, tout comme les voix d'ici et d'ailleurs. Les intelligences collectives se basent sur des échanges interculturels.

La prise en compte des différentes cultures, valeurs et mêmes utopies s'allie à une construction collective d'accords sur des valeurs partagées et des défis communs.

- ▶ créer des lieux de rencontre favorisant le dialogue : ateliers, ciné forum de quartier, échange de livres, covoiturage, cowalking, habitat groupé, ...

3. Manières d'habiter, de vivre

- ▶ **soutenir le développement de villes végétales.**
 - a. Revoir les notions d'urbanisme (Toits verts, jardins verticaux, arbres...)
 - b. Intégration des acteurs de monde du vivant : agriculture urbaine, inter-pénétrations des espaces, ...
 - c. Maintenir des zones « naturelles » dans la ville
 - d. Promouvoir les toilettes sèches, ...
- ▶ **Promouvoir les habitats groupés pour renouer les liens sociaux, faire l'exercice de la démocratie mais également partager et économiser les ressources**
 - a. favoriser une politique de logement et urbanistique qui favorise les HG face aux « 4façadisme » tant d'un point de vue régional que communal. Cela passe non seulement par une sensibilisation du grand public mais des fonctionnaires compétents en ces matières.
 - b. Mettre en place, inventer une structure juridique adéquate pour ce type d'habitat
 - c. Offrir un accès démocratique pour que cela devienne une véri-

table alternative accessible aussi aux classes sociales plus défavorisées.

► **Autres alternatives groupées**

- a. initiatives de quartiers : activités à thèmes, location d'une salle de réunion de fête,...;
- b. jardins partagés : avec éventuellement d'appui de la commune pour subsidier des transformations nécessaires
- c. SEL (Service d'Echange Local)
- d. Soutenir les petits lieux de diffusion culturelle comme acteurs locaux qui soutiennent une dynamique communautaire, créent du lien social, permettent la communication entre artistes et publics, adoptent des pratiques simplifiées, volontaires ou involontaires (ex théâtre sans décor)

► **Améliorer les transports en commun**

- a. Mutualiser la mobilité en transport en commun
- b. Réfléchir sur les valeurs inhérentes aux différents transports (réflexion sur le statut social...ex : quelle est la véritable importance de la puissance d'une voiture)
- c. Créer une cohérence entre les différents types de transport et une infrastructure adéquate (exemple pistes cyclables)
- d. Favoriser des zones piétonnes dans les villes
- e. Éducation à la mobilité (à l'école) et au respect de l'environnement et de la nature



Salle de presse

4. Rapports à l'alimentation

L'alimentation est un droit et un bien commun au même titre que respirer et boire.

- Aider les agriculteurs à s'installer, à accéder à des terres par la création d'un cadre institutionnel cohérent
- Pour ce faire, mobiliser les citoyens et les instances institutionnelles. Exemple : fermes communales
- Lutter contre les freins. Exemple : l'AFSCA et ses exigences techniques, les lobbies de l'agroalimentaire, la bureaucratie et la politique agricole commune de subventions qui profite principalement à l'industrie agroalimentaire

- ▶ Dénoncer les politiques européennes en matières d'énergie et promotion d'agro-carburants qui poussent à l'accaparement des terres paysannes
- ▶ Soutenir (institutions, politiques publiques, citoyens) et mettre en réseau les circuits de distribution courts qui proposent une alimentation plus saine, favorisent le lien producteur/consommateur et contribuent à la souveraineté alimentaire : exemples des Groupements d'Achats Collectifs (GAC), les groupes d'achat solidaire (GAS) et Groupe d'Achat Solidaire de l'Agriculture Paysanne (GASAP), paniers bio/locaux, le World Wide Opportunities on Organic Farms (WWOOF), le Réseau de soutien à l'agriculture paysanne (ReSAP), ...
- ▶ Éduquer, informer et sensibiliser aussi bien consommateurs que producteurs
- ▶ **Se réapproprier la maîtrise de notre alimentation :**
 - a. réapprendre à travailler la terre (planter partout de l'« à-manger », reverdir la ville avec des comestibles, « Garden Guerilla »,
 - b. Diminution de la consommation de viande et consommation de qualité
 - c. Consommer des produits locaux
 - d. Lutter contre le gaspillage alimentaire

NECESSITE DE L'ENGAGEMENT ET DE NOUVELLES STRUCTURES D'ASSOCIATIONS : RESEAUX, CERCLES, SPIRALES, ...

- ▶ Nouveaux modèles d'organisation, plus coopératifs, qui n'écrasent pas chaque cellule de l'ensemble.
- ▶ A cet effet, pour toute architecture de groupe, utiliser les structures non-pyramidales : les toiles, les essaims, l'horizontalité, les sphères, bref des structures qui créent liens et des connexions multiples. S'inspirer du fonctionnement complexe de la nature
- ▶ Pour tous les changements que nous soutenons, agir de façon systémique, à tous les niveaux : lobby auprès des gouvernements, changement des entreprises, sensibiliser les citoyens, faire évoluer les connaissances, etc
- ▶ Regrouper et mettre en relation les initiatives qui existent dans un même domaine afin d'avoir une vue d'ensemble

INFORMATION : CONNAITRE (ENGAGEMENT) LES MEDIAS POUR ARRIVER AU QUESTIONNEMENT CRITIQUE.

Les médias

- ▶ Mieux connaître et comprendre le fonctionnement des médias en tant que citoyen
- ▶ Chercher d'autres sources de financement afin de libérer les médias de l'emprise de la pub. Exemple : le cofinancement d'une enquête journalistique

Provoquer des changements culturels

- ▶ cesser de ne relayer que les gros événements
- ▶ Dénoncer le modèle de surconsommation et d'accumulation sans fin pour assurer son statut social => il s'agit de réintégrer les limites de la planète
- ▶ Promouvoir le partage et les modes de vie communautaires, tout en assurant la liberté individuelle
- ▶ Insister sur le respect et la protection de la nature
- ▶ Remettre en question l'organisation du pouvoir
- ▶ Revoir notre rapport à l'alimentation
 - a. Véhiculer des messages positifs pour inciter au changement des habitudes alimentaires : il est important de toujours proposer une/des alternative(s) avec une dimension plaisir : donner envie. Un pas à la fois, ne pas décourager.
 - b. Informer, sensibiliser et éduquer les citoyens dans leur rapport à la consommation (étiquettes, enjeux)
 - c. Valoriser le temps consacré aux différents travaux : jardinage, travail agricole, cuisine, vaisselle
 - d. Informer sur la souveraineté alimentaire afin de toucher le grand public et pas seulement les convaincus

Place commune de l'Agora



Panel de clôture et conclusion

LE PANEL

Présidé par

Cédric du Monceau,
1er échevin Ottignies
Louvain-la-Neuve

Participants :

Philippe Maystadt,
Président honoraire de la
Banque Européenne
d'Investissement,

Brigitte Gloire,
OXFAM-SOLIDARITE,

Philippe Lamberts,
Député européen,

Benoît Macq,
Prorecteur au Service à la
société UCL,

Bart Devos,
Président du Parlement mon-
dial de la jeunesse pour l'eau.

La nécessité de casser le carcan des totalitarismes du profit, de la croissance, du marché et de l'exaltation de l'individualisme a globalement émergé de l'ensemble des débats du Forum. Le panel de clôture¹ a abondé dans le même sens en insistant, d'une part, sur l'urgence de réaliser la transition et, d'autre part, en proposant des pistes de réflexions et des priorités.

En guise d'introduction, **Philippe Maystadt** a souligné que la mise en œuvre des propositions du Forum demandait des outils de gestion plus adaptés.

1. Enrichir la théorie macro-économique pour mieux comprendre comment peuvent fonctionner les économies avec d'autres paramètres de consommation, d'investissement, de croissance de la productivité et mieux analyser les effets très complexes des transitions structurelles qui sont nécessaires. Par exemple si on utilise moins la voiture et davantage les transports collectifs, cela créera d'autres types d'emploi ainsi que le montre les communautés urbaines de Lille et Lyon.
2. Trouver une alternative opérationnelle au concept de PIB dont on connaît toutes les insuffisances. Isabelle Cassiers nous disait qu'il fallait repenser fondamentalement les concepts mêmes qui sont à la base de la comptabilité nationale.
3. Il faut intégrer dans la comptabilité des entreprises les aspects socio-environnementaux : donner un coût aux ressources naturelles utilisées et un prix pour les services des écosystèmes afin de pouvoir évaluer les dommages qui peuvent être causés.
4. Mettre au point des outils de gestion pour les pouvoirs publics, pour pouvoir faire les choix et les arbitrages qui sont nécessaires à partir de critères explicites, transparents.
5. Mettre au point et transmettre des outils et supports méthodologiques pour favoriser l'activité de lieux de démocratie participative. Il ne s'agit pas de remplacer la démocratie représentative mais de la nourrir.

Alain Tihon a ensuite donné la synthèse de la plénière Agora/Séminaire qui clôturait les travaux du Forum : la nécessité d'une formation continue à la citoyenneté et à l'analyse de la société, celle pour les entreprises de faire du profit un moyen et non une fin et d'être au service de la société, celle de gérer les biens communs et de respecter les normes qui s'y

1. On trouvera le texte complet du panel de clôture sur www.onepeople-oneplanet.be/docs/Panel-260912.pdf.



appliquent, l'implication pour chacun dans des formes de vie plus associative, plus solidaire au lieu du repli individualiste, de raisonner en terme de réseau, de modèles proches du fonctionnement de la nature et enfin notre responsabilité dans la connaissance critique des médias.

Cédric du Monceau, Brigitte Gloire (Oxfam Solidarité), Philippe Lamberts (Député européen), Benoit Macq (Prorecteur UCL), Bart Devos

Brigitte Gloire a insisté sur l'urgence de la transition et l'importance d'une formation continue dans les domaines abordés par le Forum. Elle a relevé le fait que les alternatives discutées dans le Forum le furent déjà il y a 25-30 ans, que ce soit sur l'habitat, l'alimentation, la manière de vivre ensemble, ... mais que nous restons dans l'impasse. Les intérêts en jeu sont très puissants et bien défendus par les différents lobbies des multinationales. Les PME ont un rôle à jouer car elles génèrent le plus d'emploi et peuvent jouer un rôle moteur dans la transition. Il faudrait y pousser leurs fédérations.

Quant aux aspects interculturels, le fait de s'associer, d'entrer dans des alliances est une stratégie importante pour s'enrichir mutuellement via l'intelligence collective. On élargira ainsi la base sociétale des alternatives pour qu'elles deviennent la règle et non l'exception au niveau du monde politique.



Philippe Maystadt

Par rapport aux biens communs, elle a rappelé l'importance des aspects normatifs et le retour de la responsabilité politique. Rio +20 ramène au premier plan la question de la rareté des ressources naturelles et de leur gestion et attire l'attention sur les nouveaux acteurs qui veulent financiariser la nature et voient dans les services des écosystèmes le fait qu'on pourra compenser une prédation quelque part par une bonne pratique autre part.

Philippe Lamberts a alors développé cinq éléments qui lui paraissent essentiels.

1. Remettre la finance sous contrôle car, fondamentalement, c'est là que les choses se passent. On financiarise tout. « *La logique qui veut que la finance soit un instrument au service de l'économie et l'économie un instrument au service du bien humain a été totalement inversée. Les êtres humains et la nature doivent être au service de l'économie qui est au service de la finance* ».



Cédric du Monceau, Brigitte Gloire et Philippe Lamberts

2. Par ailleurs tant que le profit est la seule mesure, non seulement des dirigeants des entreprises mais aussi de toute la structure de management il ne faut pas s'étonner de voir les entreprises s'y soumettre d'autant plus que le profit est indispensable si on veut permettre aux entreprises d'investir. Il a fait remarquer que le discours sur la responsabilité sociale des entreprises « est (souvent) un alibi qui permet d'aller voir Oxfam pour mettre un peu de vert dans son rapport annuel ».
3. En fait nous sommes assis sur deux bombes : la première ce sont les limites physiques de la planète, la deuxième est celle des inégalités. La seule interrogation qu'on ait est de savoir laquelle des deux explosera la première et, comme on n'a pas la réponse, on est obligés de travailler sur les deux à la fois. Beaucoup d'initiatives prennent corps un peu partout pour répondre au problème.
4. Mais il ne faut pas se leurrer. Nous sommes minoritaires. La religion dominante reste toujours démocratiquement et fortement ancrée dans la société. Cette religion proclame que le bonheur pour chacun résulte de la poursuite individuelle de l'argent ou de la possession matérielle et que le bonheur collectif n'est que la somme des bonheurs des individus. En fait tant qu'on ne visera à subvertir les choses que par en bas, on y arrivera pas. **Nous ne pouvons pas faire l'économie du changement par en haut.**
5. Il faut travailler pour incarner et réaliser le changement, mais les citoyens doivent contrôler et faire très attention aux gestes et aux votes de leurs représentants car il faut aussi que les règles du jeu changent.

L'année passée, Albert Jacquard avait recommandé que l'éducation soit le nerf de la guerre du changement de société. Comment se situe l'UCL à ce sujet ?

Selon **Benoit Macq**, les étudiants à l'UCL sont extrêmement impliqués et imprégnés des valeurs de développement durable et du développement d'une société plus juste. L'Université travaille aussi sur la responsabilité des sociétés car une entreprise doit aussi attirer des personnes. L'UCL collabore avec l'AGL sur un certain nombre de choses qui incluent l'université dans les réseaux d'université engagée au niveau du développement durable. Les étudiants nous ont poussés à créer du service à la société, à développer une explicitation de l'engagement citoyen de l'université. La formation directe implique une formation de base très solide en matière de philosophie, d'éthique et la capacité de modéliser les valeurs auxquelles on adhère. Les étudiants sont représentés dans les organes de gestion de l'UCL. Nous avons également les kots à projets dans lesquels des étudiants s'associent et portent un projet.

Philippe Lamberts pose alors la question de la pertinence de l'enseignement de la théorie néo-classique qui est la religion dominante dans les facultés de sciences économiques ou de l'agriculture industrielle en agronomie.

Notre école de management relève **Benoît Macq** met l'éthique en première position car les entreprises qui vont durer sont des entreprises qui répondent à des critères éthiques. Le modèle de l'entrepreneuriat, non exclusivement orienté sur le profit, modèle d'innovation, de création de nouvelles idées et de création d'entreprise, est un modèle que nous voulons promouvoir du moment qu'il soit balisé par des valeurs éthiques et de responsabilité.

Cédric du Monceau présente alors **Bart Devos** qui représente le forum du parlement mondial de la jeunesse de l'eau, mouvement créé à Marseille avec des étudiants de chaque continent.

Bart Devos nous a fait part de trois réflexions.

1. Au lieu de faire passer aux jeunes un message souvent négatif, il faudrait plutôt insister sur le défi, inspirer la jeunesse
2. Toutes les décisions importantes qui peuvent influencer la protection de la nature doivent être prises au niveau international, européen, parce que la nature ne s'arrête pas aux frontières. Or c'est justement au niveau centralisé européen qu'il y a beaucoup de lobbying.
3. Enfin, la participation de la jeunesse motive et engage les autres jeunes.

Cédric du Monceau a conclu les travaux en relevant, d'une part, les dangers d'une spécialisation à outrance telle qu'on la connaît que ce soit les entreprises ou les états et qui annihile l'homme dans son développement personnel puisqu'il l'embrigade vers une spécialisation, danger que s'efforce de combattre l'UCL et, d'autre part, l'importance du rôle des politiques pour désamorcer les deux bombes sur lesquelles nous sommes assis à savoir les inégalités sociales grandissantes et l'accélération de la destruction de l'environnement.

CONCLUSION

Ce Forum a montré que les changements sont urgents mais possibles et réalisables. Ils constituent un défi enthousiasmant mais difficile. Ils demanderont en effet un travail acharné pour comprendre et analyser nos systèmes sociétaux et savoir les projeter dans l'avenir. Il faudra explorer, expérimenter de nouvelles formes d'organisation et des rapports entre les acteurs, cesser de voir en noir et blanc, se dé-spécialiser et penser à long terme. La recherche doit devenir horizontale, toucher toutes les disciplines et bousculer s'il le faut les chapelles. Notre travail de démineur est à ce prix.

Enfin et surtout il nous faut retrouver l'audace et la foi de l'engagement. Car notre planète est belle, elle ne mérite pas que l'injustice la détruise.



Maison du Développement Durable
Place Agora 2, 1348 Louvain-la-Neuve
www.maisonddd.be

Rédaction : Alain Tihon et Catherine Bruyère
Graphisme et mise en page : AFD